

Guide to IGOS, NGOs and the Military in Peace and Relief Operations.AALL, *Pamela, Lt. col. Daniel MILTENBERGER et Thomas G. WEISS. Washington DC, United States Institute of Peace Press, 2000, 295 p.*

Jacques Fontanel

Volume 33, Number 4, décembre 2002

Les défis de la politique étrangère du Canada depuis le 11 septembre 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006680ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006680ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fontanel, J. (2002). Review of [**Guide to IGOS, NGOs and the Military in Peace and Relief Operations.**AALL, *Pamela, Lt. col. Daniel MILTENBERGER et Thomas G. WEISS. Washington DC, United States Institute of Peace Press, 2000, 295 p.*]. *Études internationales*, 33(4), 809–811. <https://doi.org/10.7202/006680ar>

par un accord international que ne reconnaît pas la partie B ? Ce problème fait l'objet de toute l'attention du comité environnement de l'OMC. Celui-ci a recommandé qu'en cas de différend, les parties essayent de résoudre d'abord leur contentieux dans le cadre de l'accord environnemental avant de faire appel à l'OMC. Le problème est réel entre un membre et un non membre d'un accord environnemental mais qui sont tous deux membres de l'OMC.

Tous ces problèmes feront l'actualité dans les prochaines années. C'est donc une heureuse initiative de les traiter dans un ouvrage qui demeure un outil pour ceux qui veulent comprendre les liens entre environnement et OMC.

Alice LANDAU

*Département de science politique
Université de Genève, Suisse*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Guide to IGOS, NGOs and the Military in Peace and Relief Operations.

*AALL, Pamela, Lt. col. Daniel
MILTENBERGER et Thomas G. WEISS.
Washington DC, United States Institute
of Peace Press, 2000, 295 p.*

Les opérations humanitaires et de maintien de la paix font appel à trois organisations particulières : les organisations intergouvernementales (OIG), les organisations non gouvernementales (ONG) et les forces armées. Souvent, elles travaillent ensemble et de leur travail commun dépend le succès de l'opération engagée. Ce livre a pour fonction de mettre en évidence le fonc-

tionnement de ces acteurs de la vie internationale, afin de leur fournir une information complète sur les méthodes de travail de chacun d'entre eux.

Si les opérations de maintien de la paix n'ont connu que 13 missions avant 1988, depuis, l'Organisation des Nations Unies s'est engagée dans de nombreuses opérations (une bonne trentaine) dans le monde. L'OTAN ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sont aussi intervenues sur les mêmes bases. Les efforts de ce type ont fait l'objet de nombreux débats dans la communauté internationale mais, chaque fois qu'il y a une violation des droits de l'homme ou un désastre humanitaire, une large majorité existe aujourd'hui encore en faveur de ces interventions. Le nombre d'acteurs dans ces opérations est élevé, entre les ONG toujours volontaires pour combattre les souffrances, les OIG interpellées par leurs membres sensibilisés par une opinion publique de mieux en mieux informée et les forces militaires de pays différents, aux objectifs bien définis, ne correspondant pas toujours aux réalités du terrain. La question qui se pose est la coordination des efforts de chacun. Lorsque l'Organisation des Nations Unies appointe un représentant spécial du Secrétaire général, celui-ci prend soit la direction de l'ensemble de l'opération, soit il ne gère que ses aspects politiques et administratifs. Cette autorité reste limitée, car les ONG restent souvent libres de leurs actions, parfois même critiques à l'encontre des choix officiels.

Les OIG assument un rôle croissant dans le domaine de l'humanitaire et du maintien de la paix, notamment depuis la fin de la guerre froide. Elles

naissent lorsque plusieurs gouvernements signent un traité multilatéral pour former une organisation dont ils financeront les opérations. Elles ont une personnalité morale et une structure de commandement bien définie. Pour les opérations de paix soutenues par l'ONU, les OIG dépendent du Conseil de sécurité au niveau décisionnel et du bon vouloir de ses membres pour les interventions elles-mêmes. La question du financement est importante, car les contributions sont parfois obligatoires (mais les retards de paiements sont considérables, notamment ceux des États-Unis) et volontaires (pour la plupart des activités humanitaires). Certaines crises reçoivent rapidement les ressources nécessaires (notamment pour les opérations en Europe), alors que d'autres subissent des tragédies sans attirer pour autant les financements nécessaires réclamés. La culture des personnels des OIG n'est pas homogène. Il existe même une certaine concurrence entre ces organisations, avec une coordination de leur action bien insuffisante. Il n'y a pas de ligne hiérarchique directe, comme dans le secteur militaire. Ainsi, les ordres viennent de chaque OIG et pas nécessairement de l'ONU, lorsqu'elle est pourtant directement concernée. Le nombre d'organisations concernées est élevé, de nature soit globale, soit régionale :

- Les OIG globales comprennent notamment l'ONU, la FAO, l'Organisation internationale du travail, le FMI, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, Le Haut-Commissariat aux réfugiés, l'Office des Nations Unies pour les affaires de coordination humanitaire, la Banque mondiale, le Programme mondial pour

l'alimentation, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce, le Département des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix (UNDPKO). En dehors du système des Nations Unies, on peut citer aussi le Commonwealth ou la Croix-Rouge.

- Les OIG régionales sont aussi très nombreuses ; citons notamment la Communauté économique des États africains de l'Ouest, le Conseil de coopération du Golfe, la Ligue des États arabes ou l'Organisation de l'unité africaine. Presque toutes les organisations intergouvernementales s'intéressent aux questions humanitaires et au maintien de la paix.

Les ONG sont des organisations privées, à but non lucratif. Elles souhaitent promouvoir la paix, l'éducation, la santé, l'alimentation, la protection de la nature, les droits de l'homme ou le développement économique. Elles sont très nombreuses (17 000 dans le monde). Leur budget est assuré par les subventions des fondations, les contrats, les donations, les aides multiples, les bourses gouvernementales ou internationales. Leur fonctionnement est très hétérogène, pas d'ailleurs toujours aussi démocratique que leurs statuts l'exigent. Le principal problème de leur action réside dans la coordination de leurs efforts, avec la communauté civile, mais aussi avec les militaires. Plusieurs organisations non gouvernementales sont bien connues, comme Africare, Care, Lutheran World Relief, Médecins sans frontières, Oxfam, Refugees International, Amnesty International, Human Rights Watch, International Commission of

Jurists, Lawyers Committee for Human Rights, the Freedom Forum, International Alert ou Search for Common Ground.

La structure militaire des États-Unis met en évidence les principes qui dominent l'organisation et le fonctionnement des armées. Il s'agit d'une culture hiérarchisée, fondée sur l'obéissance et l'usage de la force.

Si, dans ce livre, seule la présentation de l'Armée américaine fait l'objet d'une analyse détaillée (ce qui conduit à penser que les auteurs érigent le gouvernement des États-Unis en gendarme du monde), la présentation générale du rôle des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales est assez sommaire. Elle manque de profondeur. Les auteurs n'insistent pas assez sur les difficultés à mener une action commune et sur les graves échecs de ces opérations, pourtant sources de leçons. Ils semblent croire qu'il suffit que les organisations se connaissent mieux mutuellement dans leur organisation et leurs motivations pour rendre efficace le principe de l'intervention humanitaire et de maintien de la paix. Cet ouvrage se présente comme un catalogue des organisations participant aux opérations humanitaires et de maintien de la paix. Il sera très utile, par les adresses et les indications de base qu'il fournit sur chacune des organisations, à ceux qui s'interrogent sur l'identité et la nature du rôle des acteurs sur l'échiquier mondial des conflits militaires et économiques.

Jacques FONTANEL

*Université Pierre Mendès France
Grenoble, France*

**The Nuclear Challenge.
US-Russian Strategic Relations
After the Cold War.**

*BLUTH, Christoph. Aldershot, Ashgate,
2000, 190 p.*

Depuis la fin de la guerre froide, l'école dite néo-réaliste en relations internationales, avec à sa tête des spécialistes comme John Mearsheimer et Kenneth Waltz, soutient que la division Est-Ouest est née naturellement de la balance du pouvoir établie à la fin de la Seconde Guerre mondiale entre les États-Unis et l'Union soviétique, que la guerre froide a offert la stabilité et a permis d'éviter les conflits justement à cause de la bipolarité qui s'est établie et que le monde de l'après-guerre froide nécessite l'établissement d'une nouvelle balance du pouvoir. De plus, la décomposition du bloc soviétique et de l'URSS elle-même demande que le monde occidental prenne les devants dans la prévention des conflits dans l'ancien espace soviétique et que les États-Unis maintiennent l'OTAN, renforcent la défense de ses partenaires européens, surtout la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et vont jusqu'à proposer, comme le fait John Mearsheimer que l'Allemagne soit équipée d'armes nucléaires afin de dissuader tout sursaut néo-impérialiste en Europe de l'Est. En opposition à cette vision pour le moins hostile à l'ancien bloc soviétique, Christoph Bluth offre ce petit ouvrage sur le partenariat stratégique russo-américain après la guerre froide, un ouvrage influencé par une vision qu'il définit comme constructiviste et qui suggère que même si le système international est disposé à l'anarchie, ses acteurs peuvent surmonter cette anarchie en partageant des normes et des intérêts